



Au 14 septembre 2020

1/ Activité des branches en France : le rebond s'est poursuivi dans l'ensemble de l'économie sur les derniers mois, quoique plus lentement dans certaines branches particulièrement et/ou encore affectées par la crise sanitaire

Après avoir culminée en avril (-30% comparé à la normale), la perte d'activité globale de l'ensemble des branches de notre économie s'est rapidement réduite au fur et à mesure du déploiement du déconfinement (-18% en mai puis -9% juin). Cette tendance s'est poursuivie dans le courant de l'été (-6% en juillet et -5% en août). Pour la fin de l'année, l'amélioration serait toutefois plus minime : -4% comparé à la normale en prévision pour le 4^{ème} trimestre.

Dans le détail, les situations sont cependant encore variables selon les secteurs d'activité considérés (voir détails dans le tableau ci-dessous). Si certains ont d'ores et déjà retrouvé leur niveau d'activité d'avant-crise (ou sont proches de ce dernier), d'autres, bien qu'en nette amélioration sur les derniers mois, souffrent encore, et souffriraient encore jusqu'à la fin de l'année, d'une activité partiellement dégradée (*Fabrication de matériel de transport, Transport et entreposage, Hébergement-restauration* par exemple).

Mesure / Estimation de la perte d'activité aux 2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème} trimestres 2020

(écart entre l'activité économique mesurée ou estimée sur les 3 périodes considérées et son niveau d'avant crise - 4^{ème} trimestre 2019-).

Source : calculs Insee à partir de sources diverses – Point de conjoncture 8 septembre 2020

Branches	Part dans le PIB (en %)	Perte d'activité réelle ou estimée* par rapport au niveau d'avant crise		
		2 ^{ème} trimestre 2020 (en %)	3 ^{ème} trimestre* 2020 (en %)	4 ^{ème} trimestre* 2020 (en %)
Agriculture, sylviculture et pêche	2	-6	-1	-1
Industrie	14	-23	-5	-3
Agroalimentaire	2	-9	-2	-1
Cokéfaction et raffinage	0	-1	0	0
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; Fabrication de machines	1	-23	-2	-2
Fabrication de matériel de transport	1	-50	-17	-12

Fabrication d'autres produits industriels	6	-25	-6	-4
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	2	-15	-1	-1
Construction	6	-32	-5	-3
Services principalement marchands	56	-17	-6	-5
Commerce ; réparation automobile et motocycles	10	-20	0	0
Transport et entreposage	5	-28	-20	-19
Hébergement et restauration	3	-53	-22	-21
Information et communication	5	-9	-4	-3
Activités financières et d'assurance	4	-8	-2	-1
Activités immobilières	13	-3	-1	-1
Activités scientifiques et techn. ; services adm. et de soutien	14	-20	-7	-4
Autres activités de services	3	-36	-26	-25
Services principalement non marchands	22	-17	-3	-2
TOTAL	100	-19	-5	-4
dont principalement marchand	78	-19	-6	-5
dont principalement non marchand	22	-17	-3	-2

2/ Pendant l'été, la consommation des ménages a presque retrouvé son niveau d'avant crise ... cependant, ce qui avait été perdu pendant la période de confinement n'a pas, globalement, été rattrapé

La sortie de confinement avait été marquée, au cours des mois de mai et de juin, par un logique et net rebond de la consommation des ménages, sans que celle-ci ne retrouve pour autant un niveau équivalent à celui d'une « situation normale ».

En juillet et en août, la consommation des ménages s'est davantage normalisée pour se rapprocher d'un niveau proche de celui d'avant-crise (inférieur de 4 % en juillet puis 2% en août).

Encore une fois, cette tendance n'est pas totalement uniforme selon les postes de consommation considérés (voir détail dans le tableau ci-dessous qui rappellent évidemment en écho les situations des branches).

Malgré cette tendance plutôt positive, un constat peut toutefois être fait : le rattrapage de consommation attendu au sortir du confinement (soit le rattrapage des achats empêchés ou retardés) ne s'est finalement que très partiellement réalisé. Si certains secteurs en ont profité (ou en profitent) depuis quelques semaines (biens de consommation pour l'essentiel: *matériel électronique-informatique, automobile, autres biens d'équipement du foyer, ...*), d'autres, dans les services particulièrement, demeurent affectés par une consommation toujours moindre.

La question posée reste ainsi, et comme depuis plusieurs semaines, celle de l'utilisation des 80 à 90 milliards d'euros d'épargne forcée accumulés par les ménages de mi-mars à fin juin. La confiance des ménages dans la situation économique au cours des prochains mois (au regard notamment évolution du marché de l'emploi) et, bien entendu, l'évolution de la situation sanitaire seront des déterminants essentiels à la reprise de l'activité. Une dégradation de la confiance pourrait faire succéder au choc de l'offre du printemps, un choc de la demande plus ou moins durable.

Estimation de l'écart de niveau de consommation des ménages par rapport au niveau d'avant crise

Source : calculs Insee à partir de sources diverses – Point de conjoncture 8 septembre 2020

Produits	Part dans la consommation (en %)	Écart estimé (en %) de la consommation des ménages en comparaison du niveau d'avant crise		
		au 2 ^{ème} trimestre 2020	en juillet 2020	en août 2020
Agriculture, sylviculture et pêche	3	-5	-1	0
Industrie manufacturière	44	-15	1	3
Agroalimentaire	15	5	-1	0
Cokéfaction et raffinage	4	-29	-1	2
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; Fabrication de machines	3	-8	1	5
Fabrication de matériel de transport	6	-36	7	4
Fabrication d'autres produits industriels	13	-28	0	6
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	5	-2	2	0
Construction	2	-24	-8	-5
Services principalement marchands	46	-19	-7	-5
Commerce ; réparation automobile et motocycles	1	-24	-2	6
Transport et entreposage	3	-47	-25	-22
Hébergement et restauration	7	-64	-22	-18
Information et communication	3	-5	-1	0
Activités financières et d'assurance	6	1	0	0
Activités immobilières	19	1	0	0
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	2	-19	-13	-6
Autres activités de services	4	-41	-13	-7
Services principalement non marchands	5	-32	-13	-9
TOTAL	100	-17	-4	-2

3/ Emploi salarié : vers une quasi stabilisation des effectifs d'ici à la fin d'année ... après la très forte baisse enregistrée au 1^{er} semestre

Au 1^{er} semestre, l'emploi salarié a reculé de 715 000 unités (soit -2,8%) en France ; ces pertes se concentrant notamment dans l'intérim (-210 000) et dans le reste du tertiaire marchand (-367 000). D'une ampleur inédite, cette baisse est toutefois restée beaucoup plus limitée que celle de l'activité (PIB => -5,9% au 1^{er} trimestre puis -13,8% au second) en raison, particulièrement, de la mise en œuvre du dispositif généralisé de chômage partiel.

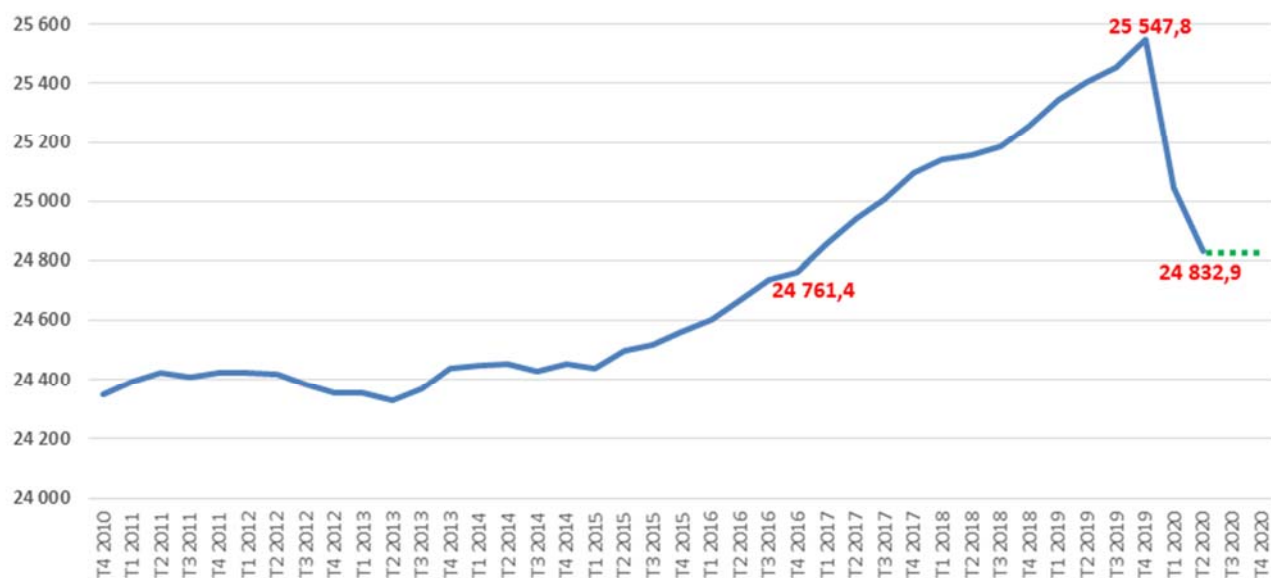
Au 2^d semestre, les emplois salariés se stabiliseraient sous l'effet de deux effets opposés selon l'Insee. D'un côté, la reprise de l'activité se traduirait par un rebond modéré de l'emploi dans la plupart des secteurs via notamment la reprise d'embauches en CDD et en contrats intérim (ceux-là mêmes qui avaient le plus pâti des effets du confinement il y a quelques mois). D'un autre côté, l'emploi continuerait de se dégrader dans les secteurs plus durablement affectés par la crise sanitaire (*matériels et services de transport, hébergement-restauration, services aux ménages dont services culturels*). Face à une activité toujours dégradée, les entreprises de ces derniers secteurs pourraient en effet ne plus être en mesure de garder toute la main-d'œuvre qu'elles avaient jusqu'à présent préservée.

Évolution de l'emploi salarié (en milliers, cvs, en fin de période - emploi privé et public)

Source : Insee / Acof-Urssaf / Dares

	Premier semestre	Estimation 2 ^{ème} semestre	Estimation année 2020
Agriculture	-6	+4	-2
Industrie	-39	+21	-18
Construction	-4	-15	-18
Tertiaire marchand	-577	-52	-630
<i>Intérim</i>	-210	+131	-78
<i>Hors intérim</i>	-367	-184	-551
Tertiaire non-marchand	-90	+41	-49
ENSEMBLE	-715	-2	-717

Évolution de l'emploi salarié total en France (en milliers)



4/ Vers un taux de chômage autour de 9,5% à la fin de l'année

Après une baisse en trompe l'œil* du taux de chômage au sens du BIT pendant la période de confinement, alors que l'emploi reculait pourtant fortement, ce dernier augmenterait très nettement dès l'été et poursuivrait cette hausse jusqu'à la fin de l'année pour s'établir autour de 9,5% de la population active retrouvant ainsi son niveau du 3^{ème} trimestre 2017.

(*cette baisse du taux de chômage pendant la période de confinement résulte du fait que nombre de demandeurs d'emploi avaient de fait cessé leurs recherches et qu'ils ne satisfaisaient donc plus à l'ensemble aux trois critères les définissant comme demandeurs d'emploi dans l'enquête chômage de l'Insee. Ces critères sont les suivants : sans emploi pendant une semaine donnée + disponible pour travailler dans les deux semaines à venir + ayant effectué, au cours des quatre dernières semaines, une démarche active de recherche d'emploi ou ayant trouvé un emploi qui commence dans les trois mois).

Source : Insee

Taux de chômage en France (en % de la population active)

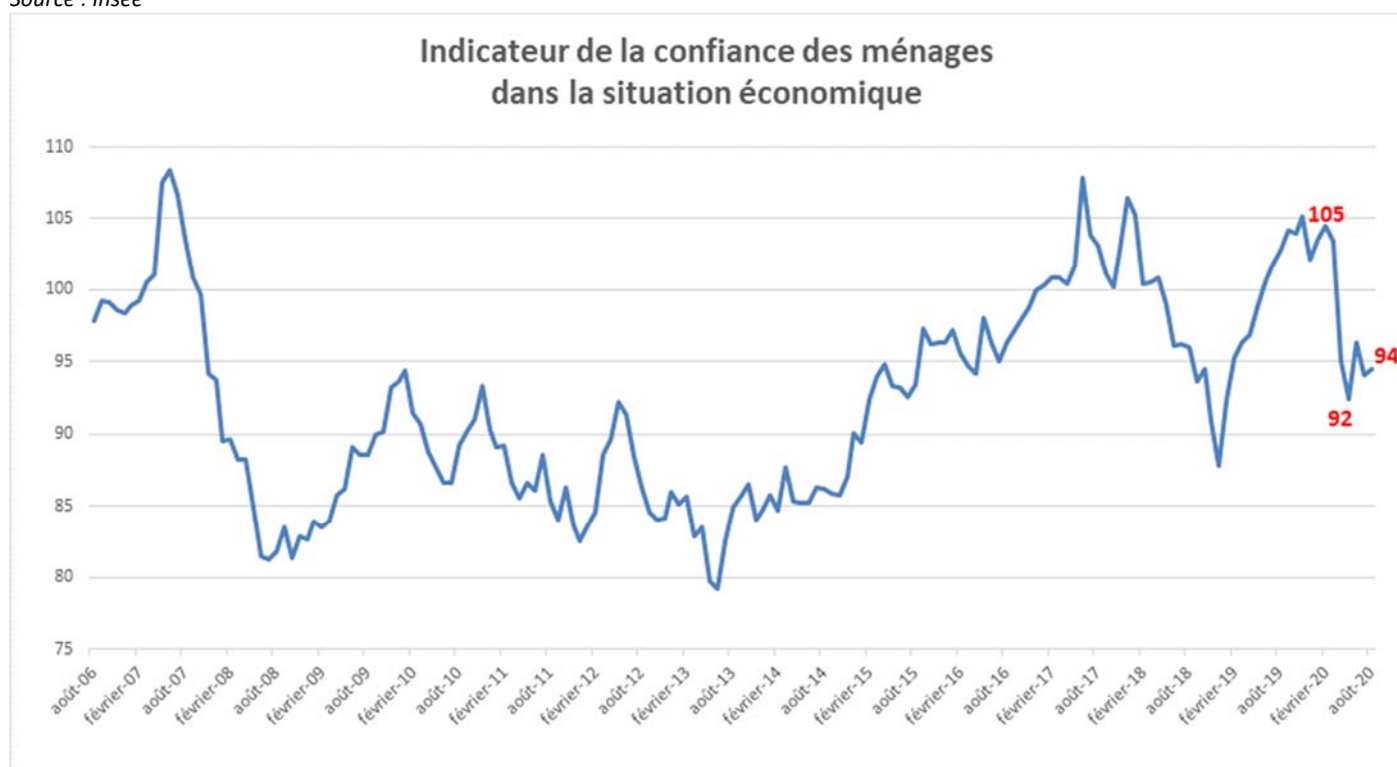


5/ La confiance des ménages s'est stabilisée en juillet et en août assez nettement en dessous de sa moyenne longue période ... prudence en vue ?

En août 2020, la confiance des ménages dans la situation économique est demeurée stable. L'indicateur qui la synthétise se maintient à 94 comme en juillet, soit toujours assez nettement en dessous de sa moyenne de longue période.

Parmi les éléments constitutifs cet indicateur synthétique, on soulignera particulièrement un niveau toujours très élevé des craintes des ménages relatives à l'évolution du chômage, la baisse progressive, après un net rebond au moment du déconfinement, de leur opinion sur l'opportunité de faire des achats importants et, en écho à ce dernier point, une proportion de plus en plus importante de ménages jugeant qu'il est aujourd'hui opportun d'épargner. La lecture de ces quelques tendances ne plaide pas, tout au moins à court terme, en faveur d'un scénario selon lequel les ménages utiliseraient l'épargne accumulée lors du confinement pour accroître leur consommation.

Source : Insee



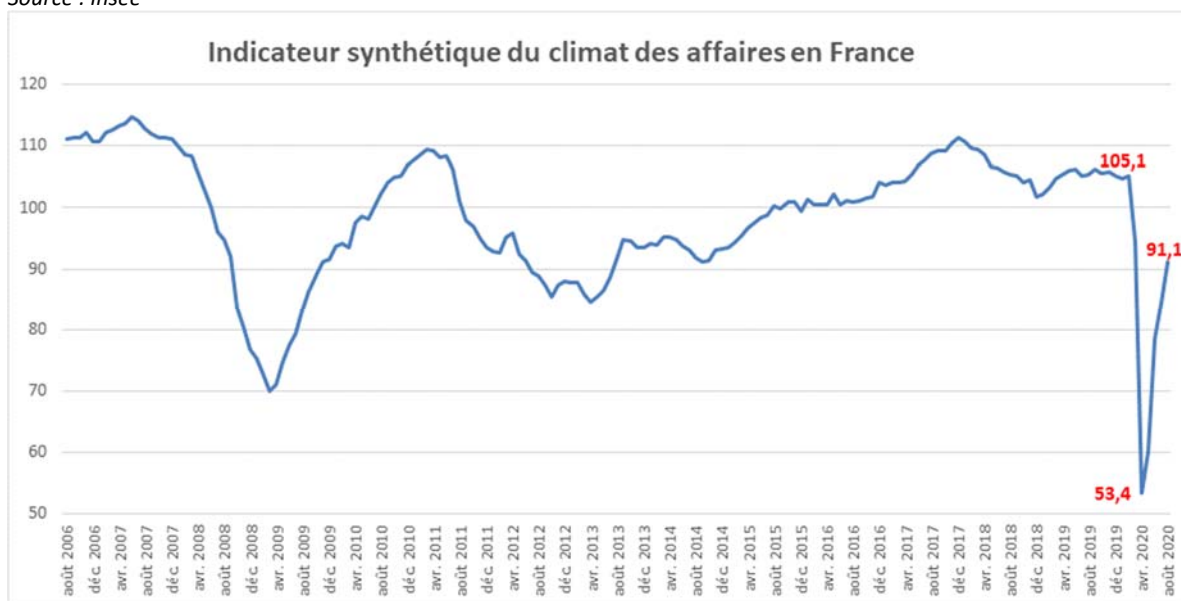
6/ Climat des affaires : le redressement se poursuit

En août 2020, le climat des affaires poursuit son redressement entamé en mai. L'indicateur qui le synthétise, calculé à partir des réponses des chefs d'entreprise des principaux secteurs marchands, gagne 7 points à 91. Il reste cependant nettement en dessous de sa moyenne de longue période (100) et *a fortiori* de son niveau relativement élevé d'avant-crise (105).

Dans le détail, l'indicateur se redresse de 11 points en août dans l'industrie (à 93), de 6 points dans les services (à 94) et de 5 points dans le commerce de détail (à 93).

(nb : l'indicateur relatif au secteur du bâtiment, bien que pris en compte dans l'indicateur global, n'est plus publié par l'Insee ces derniers mois, tandis que celui relatif au commerce de gros n'est publié que tous les 2 mois ; ce dernier s'établissait à 80 en juillet).

Source : Insee



7/ Si la partie la plus mécanique du rebond de l'activité s'est confirmée au cours de l'été, le PIB français reculerait néanmoins d'environ 9% sur l'ensemble de l'année 2020

	1 ^{er} trimestre	2 ^{ème} trimestre	3 ^{ème} trimestre (* estimations)	4 ^{ème} trimestre (*)	Année 2020 (*)
Croissance du PIB (variation trimestrielle)	-5,9%	-13,8%	+17%	+1%	-9%

En considérant les informations disponibles début septembre et les tendances projetées sur la fin d'année, l'Insee prévoit, après le fort rebond (pour une bonne partie mécanique) du 3^{ème} trimestre, que le rythme de croissance du PIB se modérerait largement au 4^{ème} trimestre avec une progression de l'ordre de +1% par rapport au trimestre précédent. En synthèse, l'activité totale en France demeurerait au 3^{ème} trimestre inférieure d'environ 5% à son niveau d'avant crise, tout comme celle du 4^{ème} trimestre (entre -2% et -6% comparé à la normale selon les scénarios).

Selon le scénario central, le PIB reculerait d'environ 9% en 2020 par rapport à 2019, soit la plus forte contraction annuelle depuis la création des comptes nationaux en 1948.